

# Mise en place GEMAPI

## Service de sécurité des ouvrages hydrauliques

---

**Réunion Gemapi en Gironde  
6 décembre 2019**

**Sanda GENIN  
DREAL Nouvelle-Aquitaine/ SRNH/  
Département ouvrages hydrauliques**



# Sommaire

1/ La gemaPI

2/ Le calendrier

3/ Les étapes avant le dépôt du dossier

4/ Le niveau de protection et la zone protégée

5/ L'action du gestionnaire en phase transitoire

8/ La cessation d'activité et la transparence hydraulique

- Vos contacts à la DREAL/DOH (SCSOH)

# 1/ La gemaPI



# Les digues avant 2015

## Décret « 2007 »

**Digues** - Classées automatiquement par l'État  
- tous les remblais n'ont pas été classés !

- Article R214-1 CE - 3. 2. 6. 0. Digues à l'exception de celles visées à la rubrique 3. 2. 5. 0 :
  - 1° De protection contre les inondations et submersions (A) ;
  - 2° De rivières canalisées (D).
- Article R214-113 CE : classes de digues

Classe	Caractéristiques de l'ouvrage et populations protégées
A	Ouvrage pour lequel $H \geq 1$ et $P \geq 50\,000$
B	Ouvrage non classé en A et pour lequel : $H \geq 1$ et $1\,000 \leq P < 50\,000$
C	Ouvrage non classé en A ou B et pour lequel : $H \geq 1$ et $10 \leq P < 1\,000$
D	Ouvrage pour lequel soit $H < 1$ , soit $P < 10$

"H", la hauteur [...] entre le sommet de l'ouvrage et le terrain naturel du côté de la zone protégée [...] ;  
"P", la population maximale exprimée en nombre d'habitants résidant dans la zone protégée, en incluant notamment les populations saisonnières.

# Les digues avant 2015

## Difficultés

### → Le gestionnaire :

- **Pas toujours identifié**
- **Moyens financiers** parfois faibles
- **Responsabilités** partagées sur le même territoire
- **Surveillance** pas toujours satisfaisante

### → L'ouvrage et ses annexes :

- Ouvrages d'infrastructure non reconnus comme digues
- Constructions parfois artisanales, anciennes
- Performances mal connues

# Les systèmes d'endiguement après 2015

## → Le gestionnaire :

- Clarifier qui fait quoi ?
- Définir les moyens financiers
  - la taxe Gemapi, l'aqua-prêt, etc
- Définition des performances réelles

## → L'ouvrage et ses annexes :

- Cartographier les venues d'eau possibles = préciser les aléas pour lesquels on protège
- Prendre en compte :
  - les ouvrages annexes
  - les zones de stockage
  - les aménagements hydrauliques
  - les éléments naturels

# Les systèmes d'endiguement après 2015

**Digue → Système d'endiguement**

Le Gemapien définit → territoire protégé

→ niveau d'aléas

→ comment protéger

- Article R214-1 CE - 3. 2. 6. 0. Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions :
  - système d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 (A)
  - aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18 (A) = stockage provisoire du ressuyage
- Article R214-113 CE définit des classes de système d'endiguement / aménagement hydraulique

# Les systèmes d'endiguement après 2015

Classe	Population protégée par le système d'endiguement ou par l'aménagement hydraulique
A	$P > 30\,000$ personnes
B	$3\,000 \text{ personnes} < P \leq 30\,000 \text{ personnes}$
C	<p>- « Population <math>\leq 3\,000</math> personnes si le système d'endiguement comporte essentiellement une ou plusieurs digues établies antérieurement à la date de publication du décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques »</p> <p>- <u>Pour les nouveaux ouvrages :</u> <math>30 \text{ personnes} \leq P \leq 3\,000 \text{ personnes}</math></p>

**\*Nouveau 2019\*** (décret n°2019-895 du 28 août 2019)

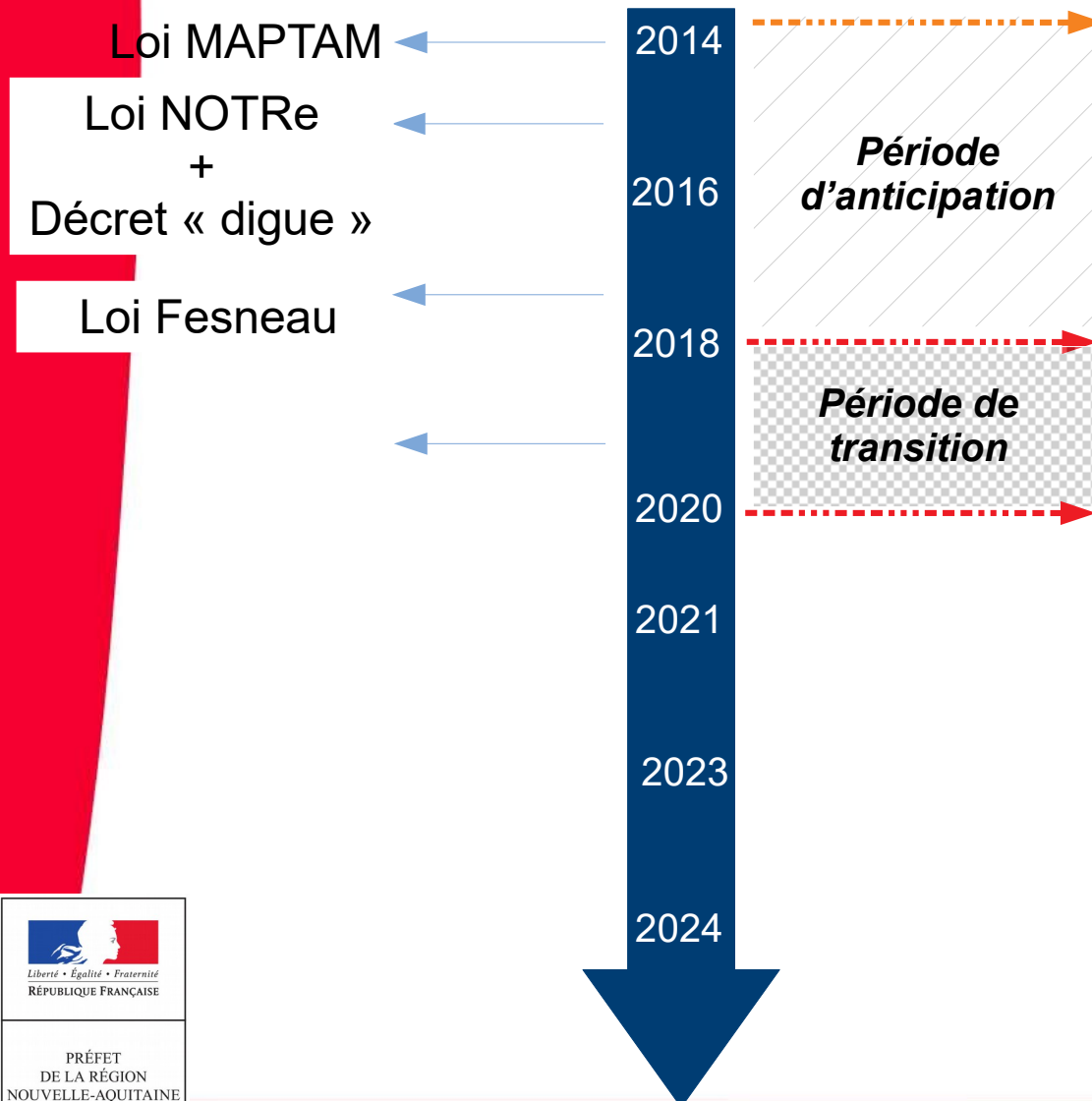
**- l'exigence de hauteur est supprimée**

- le seuil de 30 personnes supprimé pour les digues établies avant 2015  
"P", La population protégée correspond à la population **maximale**, exprimée en nombre de personnes, qui est susceptible d'être exposée dans la zone protégée.



## 2/ Le calendrier

# Le calendrier

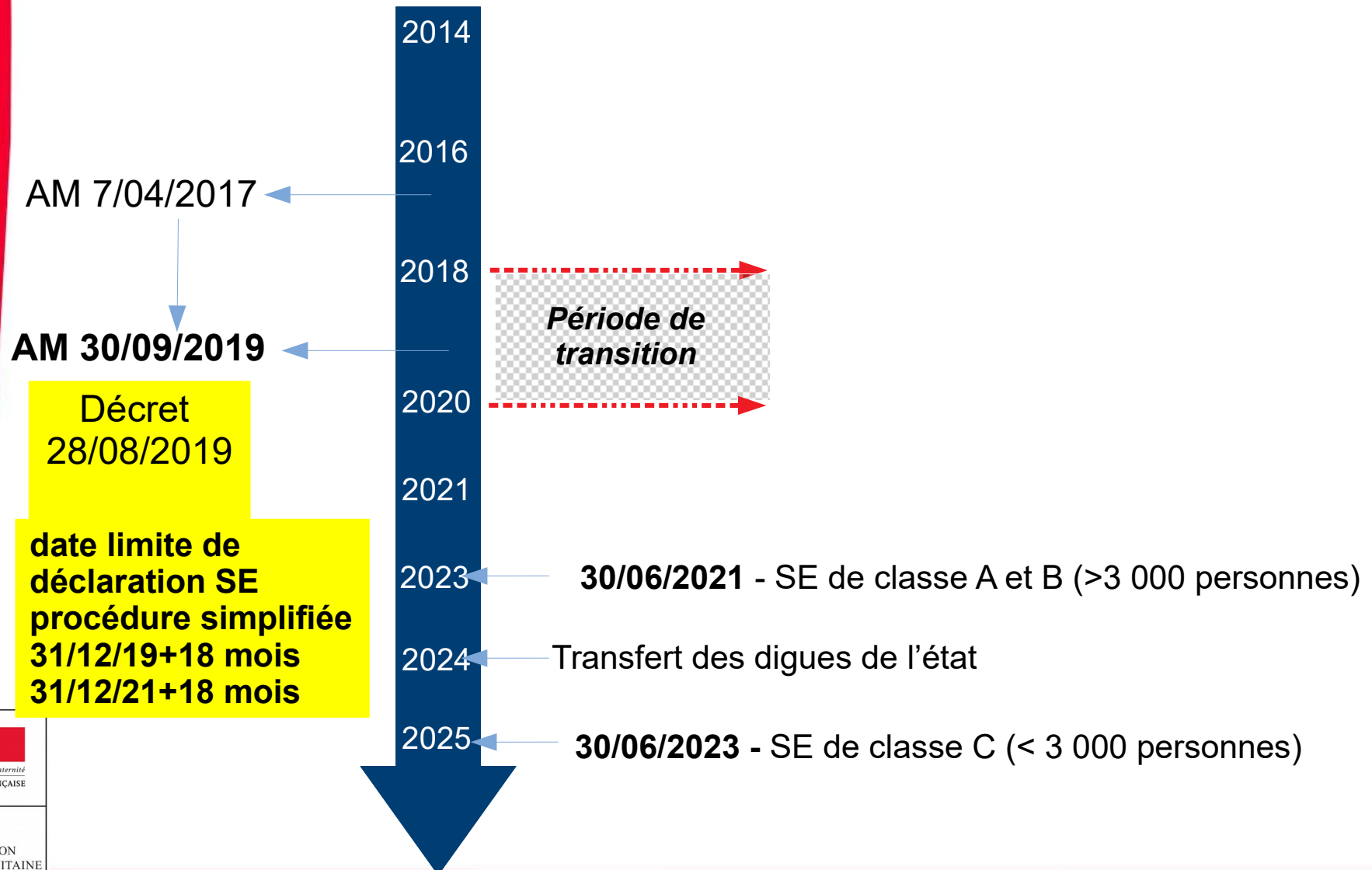


Compétence **facultative**  
----- > **EPCI-FP**

Compétence affectée aux communes avec  
**transfert obligatoire** à l'EPCI-FP

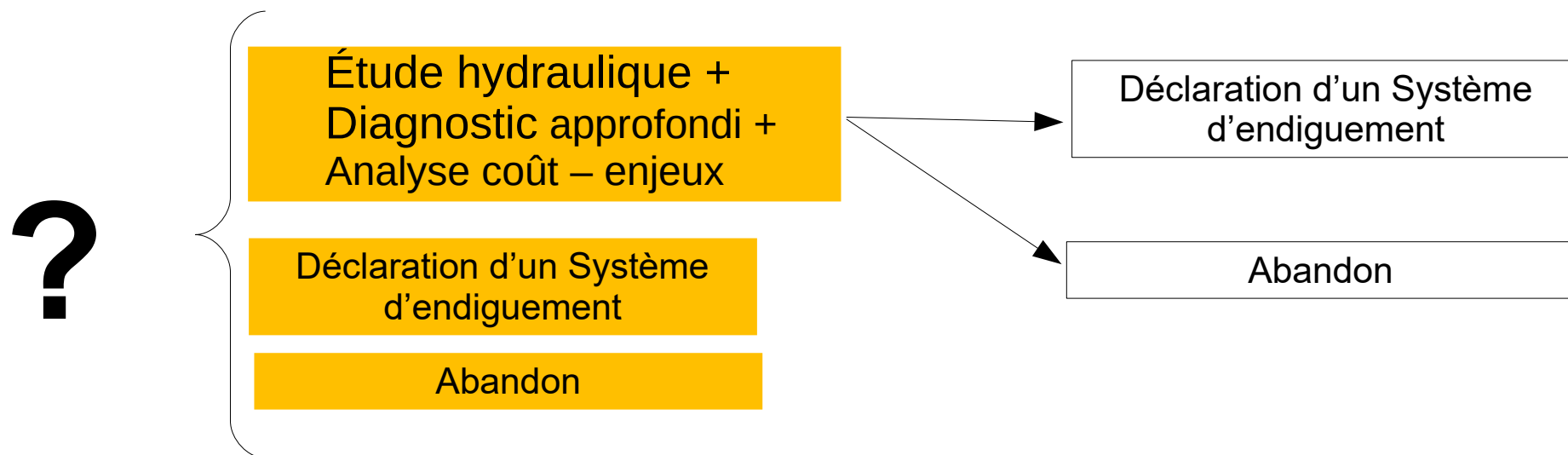
Exercice **exclusif** de la compétence par  
l'EPCI-FP (sauf cas des digues de l'État)

# Le calendrier



### 3/ Les étapes de définition du système d'endiguement avant le dépôt du dossier

# Avant le dépôt du dossier



# Avant le dépôt du dossier

**Étude hydraulique +  
Diagnostic approfondi +  
Analyse coût – enjeux**

Déclaration d'un Système  
d'endiguement

Abandon



# Avant le dépôt du dossier

## Éléments de la future étude de dangers

Étude  
hydraulique

Diagnostic approfondi  
(géotechnique existante où  
nouvelle...)

Analyse coût – enjeux  
(recommandée et  
impérative si PAPI)



# Avant le dépôt du dossier

?





# Avant le dépôt du dossier

Quoi protéger ? Une décision politique !

**Territoire exposé à l'inondation**

**Niveau de sûreté de l'ouvrage**

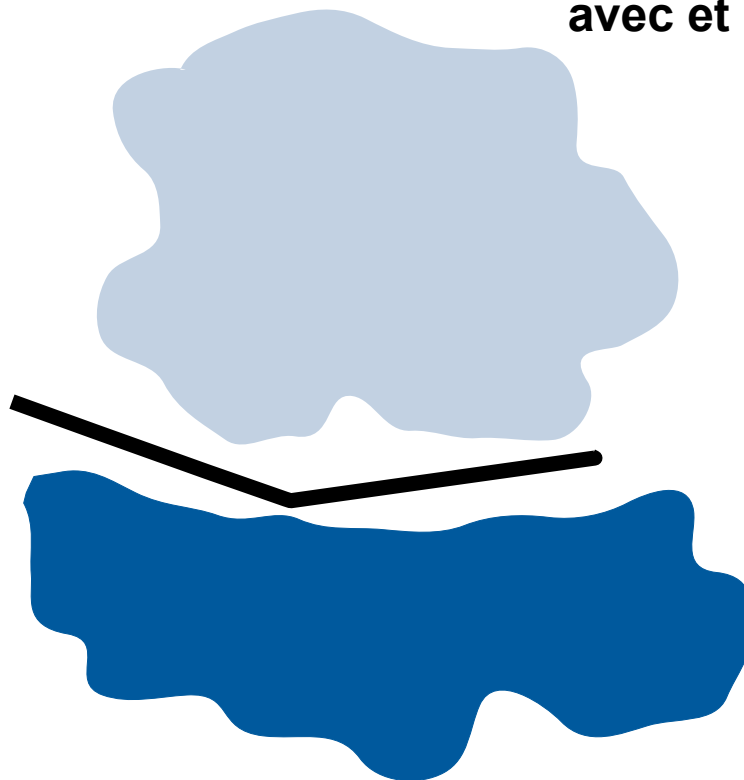
enjeux économiques, humains, environnementaux



# Avant le dépôt du dossier

**Étude  
hydraulique**

**Territoire exposé à l'inondation  
pour différents aléas  
avec et sans ouvrage**

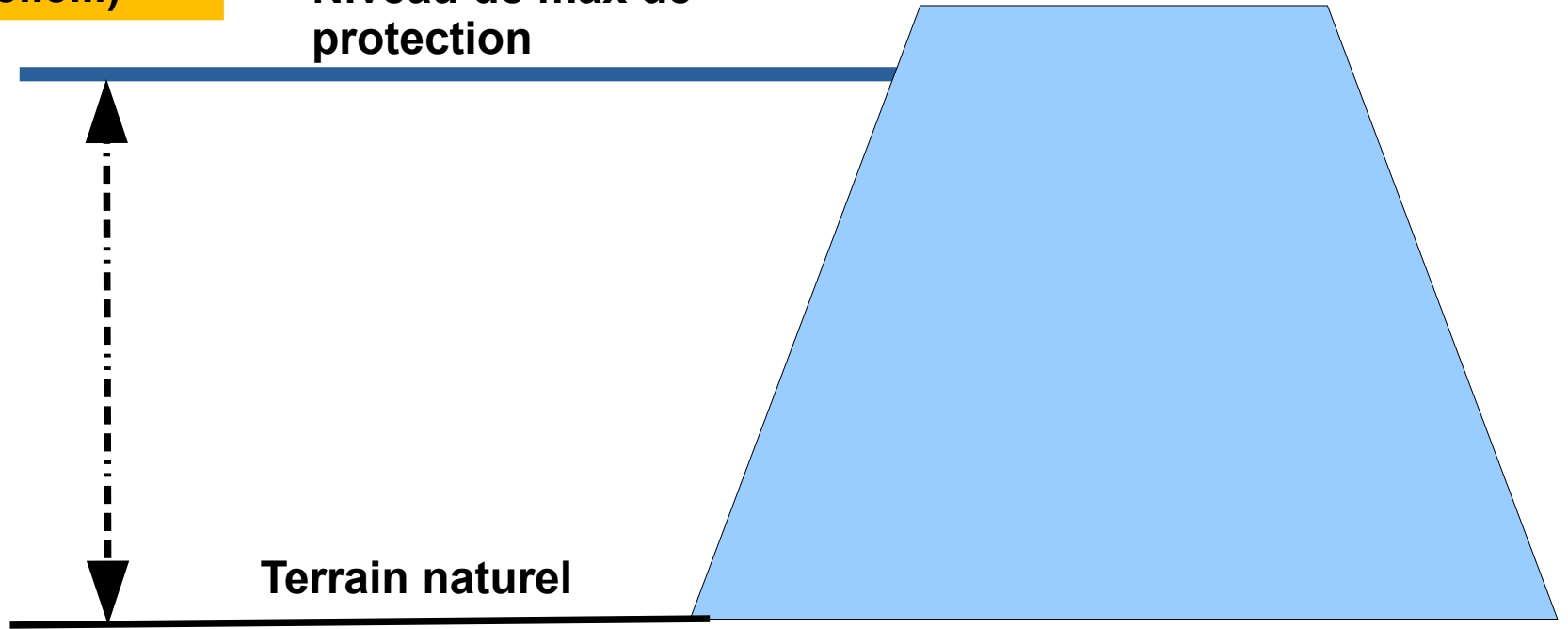


# Avant le dépôt du dossier

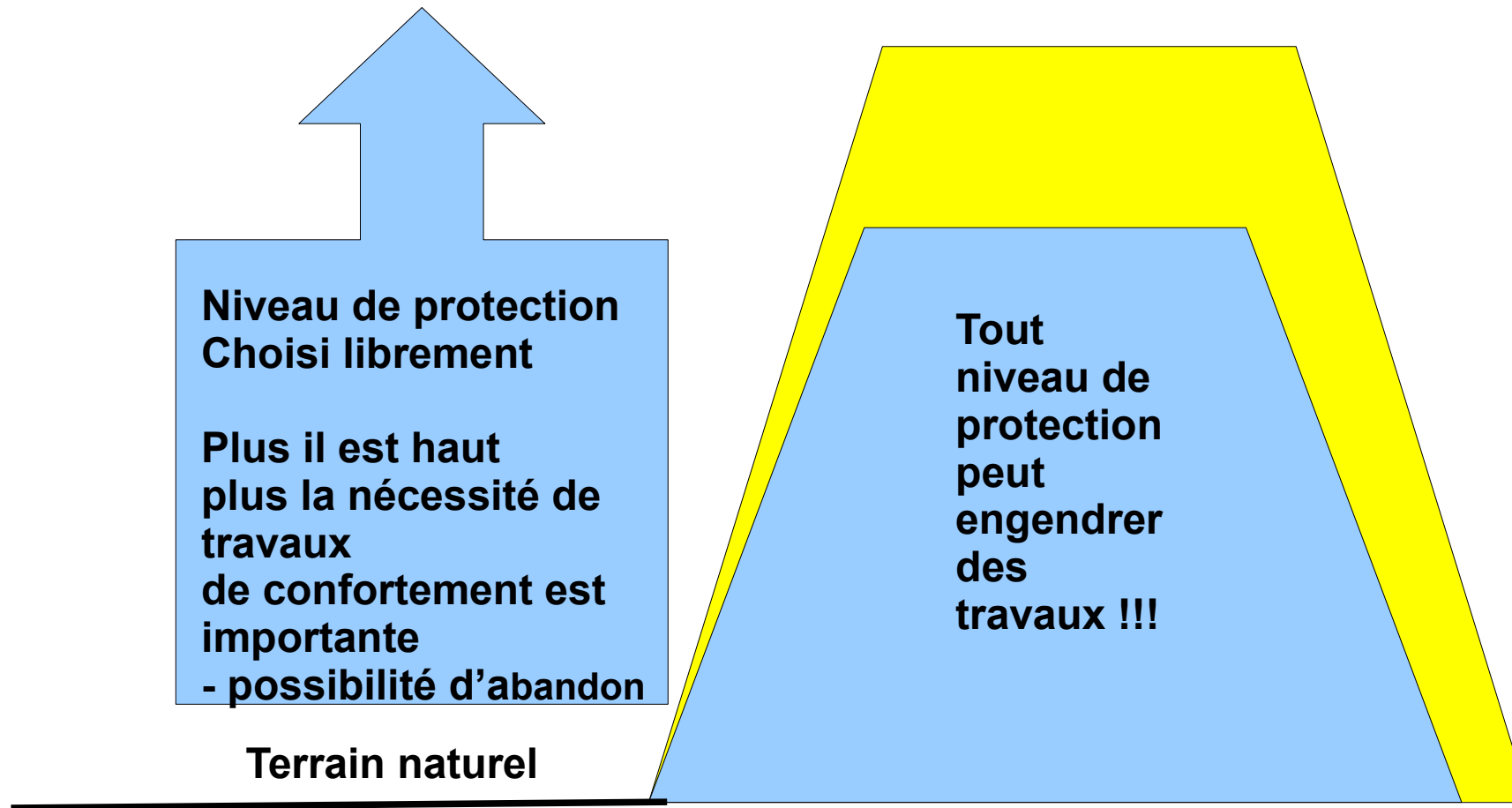
**Diagnostic  
approfondi  
(géotechnique  
existante /  
nouvelle...)**

**Niveau de max de  
protection**

**Terrain naturel**



# Avant le dépôt du dossier



# Avant le dépôt du dossier

## Analyse coût - enjeux

**coût**

**Protection** : travaux sur la digue existante où à construire



**coût**

**Maîtrise foncière**

- Déclaration d'intérêt général (DIG),
- Déclaration d'utilité publique (DUP - Digue neuve ou existante)
- Servitude d'utilité publique (SUP – Digue existante), etc

**coût**

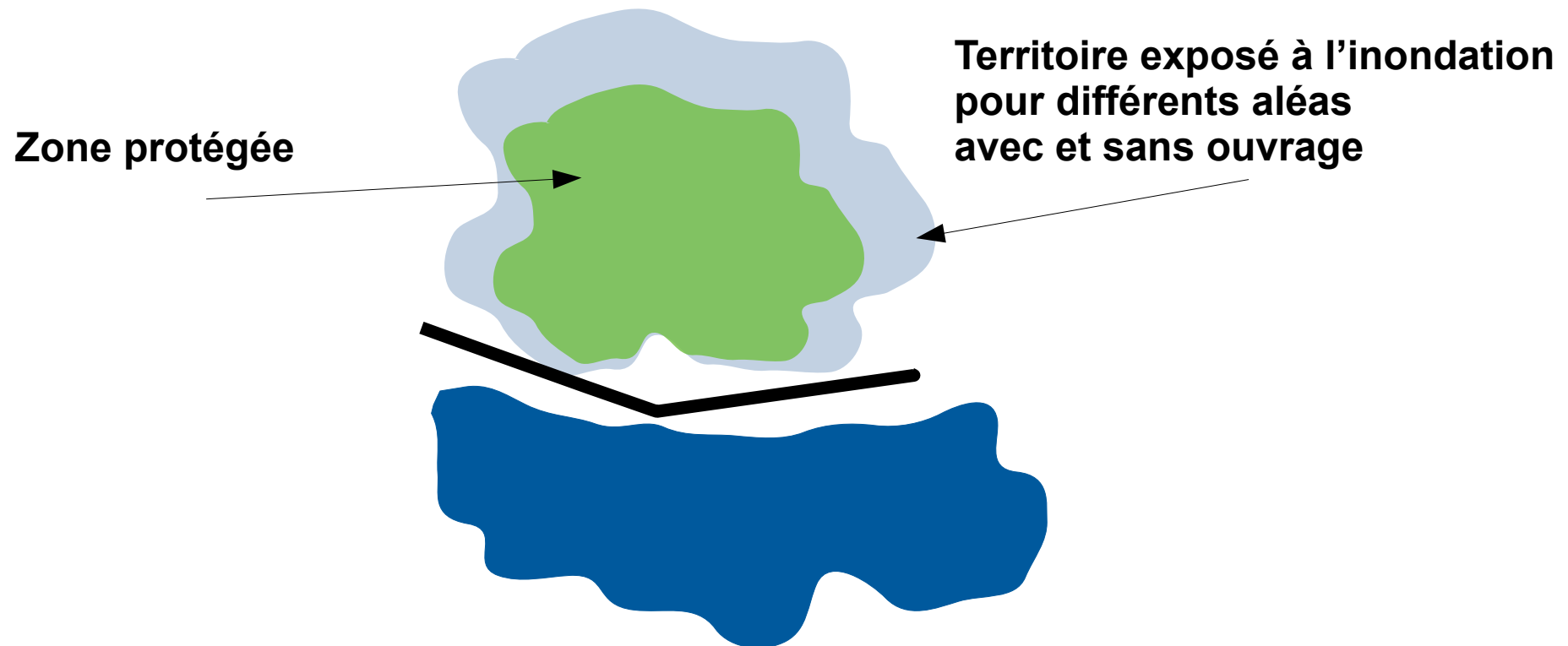
**Gestion après le classement**

**moyen et long terme :**

entretien / travaux / études / surveillance...

# Avant le dépôt du dossier

**Zone protégée** = territoire où le gemapien est responsable du maintien hors d'eau jusqu'au niveau de protection



# 4/ Le niveau de protection et la zone protégée

# Le niveau de protection et la zone protégée

– les responsabilités juridiques du gestionnaire

## Définir le/les Niveau de protection :

- pour un niveau de protection une seule zone protégée
- son dépassement déclenche l'évacuation (sous responsabilité du maire en charge du PCS)

## Définir la/les zone protégée



# Le niveau de protection et la zone protégée

– les responsabilités juridiques du gestionnaire

- Définition du niveau de protection - code de l'environnement :

(Art. R.214-119-1.-I.)

*« le niveau de protection est... la hauteur maximale que peut atteindre l'eau sans que cette zone soit inondée en raison du*

- débordement,*
- contournement*
- rupture des ouvrages de protection*

*quand l'inondation provient directement du cours d'eau ou de la mer.*

*Lorsque la taille et les caractéristiques de la zone exposée le justifient, plusieurs niveaux de protection peuvent être déterminés, chacun étant associé à une partie délimitée de la zone protégée. »*

# 5/ L'action du gemapien en phase transitoire

# L'action du gemapien en phase transitoire

Établir une **convention de transfert** pour les ouvrages classés afin d'assurer la continuité de gestion

Continuer la surveillance et la production des documents de surveillance

**Signes les conventions de surveillance, entretien, travaux...**

## Les travaux sur l'ouvrage

- Travaux d'entretien
- Travaux de remise en état à l'identique : Porté à connaissance
- Travaux d'urgence :

- voir la fiche EISH sur le site de la DREAL

- [http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=recherche&lang=fr&forcer\\_lang=true&recherche=eish](http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=recherche&lang=fr&forcer_lang=true&recherche=eish)

- informer la DREAL

**Rédiger les consignes écrites  
et consignes en phase travaux**

# Les travaux d'urgence



# Les travaux d'urgence

## 1 - Art. R214-44 du Code de l'environnement (Décret 2007)

« Les travaux destinés à **prévenir un danger grave** et présentant un **caractère d'urgence** peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis, à condition que le préfet en soit immédiatement informé.

Celui-ci détermine, en tant que de besoin, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident dont doit disposer le maître d'ouvrage ainsi que les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1.

Un compte rendu lui est adressé à l'issue des travaux. »

# Les travaux d'urgence

## 2 - Art. R214-125 du Code de l'environnement

(modifié par le Décret n°2019-895 du 28 août 2019 - art. 10)

« Tout événement ou évolution concernant un barrage ou un système d'endiguement ou leur exploitation et mettant en cause ou susceptible de mettre en cause, y compris dans des circonstances différentes de celles de leur occurrence, la **sécurité des personnes ou des biens** est déclaré, dans les meilleurs délais, par le propriétaire ou l'exploitant ou par le gestionnaire du système d'endiguement au préfet. »

« ... une proposition de classification selon le niveau de gravité. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander au propriétaire ou à l'exploitant du barrage ou au gestionnaire du système d'endiguement un rapport sur l'événement constaté.

En outre, une visite technique approfondie est effectuée à l'issue de tout événement ou évolution déclaré en application du premier alinéa et susceptible de provoquer un endommagement de l'ouvrage. »

# Les travaux d'urgence :

## 3-Arrêté ministériel du 21 mai 2010 - Classement des EISH

Classes et échéance réparation	<u>Échéance de la déclaration</u> (> date de prise connaissance de l'EISH)	<u>Dommages</u>
<b>Jaune</b> réparation dans les meilleurs délais	1 mois	<u>Mise en danger des personnes</u> : sans  <u>Dégradation</u> : significative
<b>Orange</b> réparation en urgence	meilleurs délais	<u>Mise en danger des personnes</u> : sans blessures graves  <u>Dégradation</u> : importante + mettant en cause la capacité à résister à une nouvelle crue
<b>Rouge</b> réparation immédiate	immédiate	<u>Mise en danger des personnes</u> : décès / blessures graves aux personnes  <u>Dégradation</u> : brèche soit une inondation totale / partielle de la ZP

# Constituer dossier d'autorisation l'Étude de dangers (EDD)

## Objectif

+ **justifie** → performances d'un Système d'endiguement (SE)  
à partir d'une analyse de risque

## définit

- Niveau de protection (NP)
- Zone protégée (ZP)
- Contexte hydraulique et morphodynamique

## analyse

- Capacités de surveillance et de maintenance du gestionnaire
- Moyens du gestionnaire



# L'étude de dangers (EDD)

**EDD => outil d'aide à la gestion de crise !**

## **1/ Analyse** - document d'organisation (R214-122-I du CE)

- En chaque situation (normale, avant, après la crise, la nuit, week-end, difficulté d'accès au site, coupure de PC, panne d'électricité..)

## ▪ **2/ Adéquation** - complexité du SE+enjeux → moyens du gestionnaire

## ▪ **3/ Interaction** - avec les partenaires (syndicats, ASA...) :

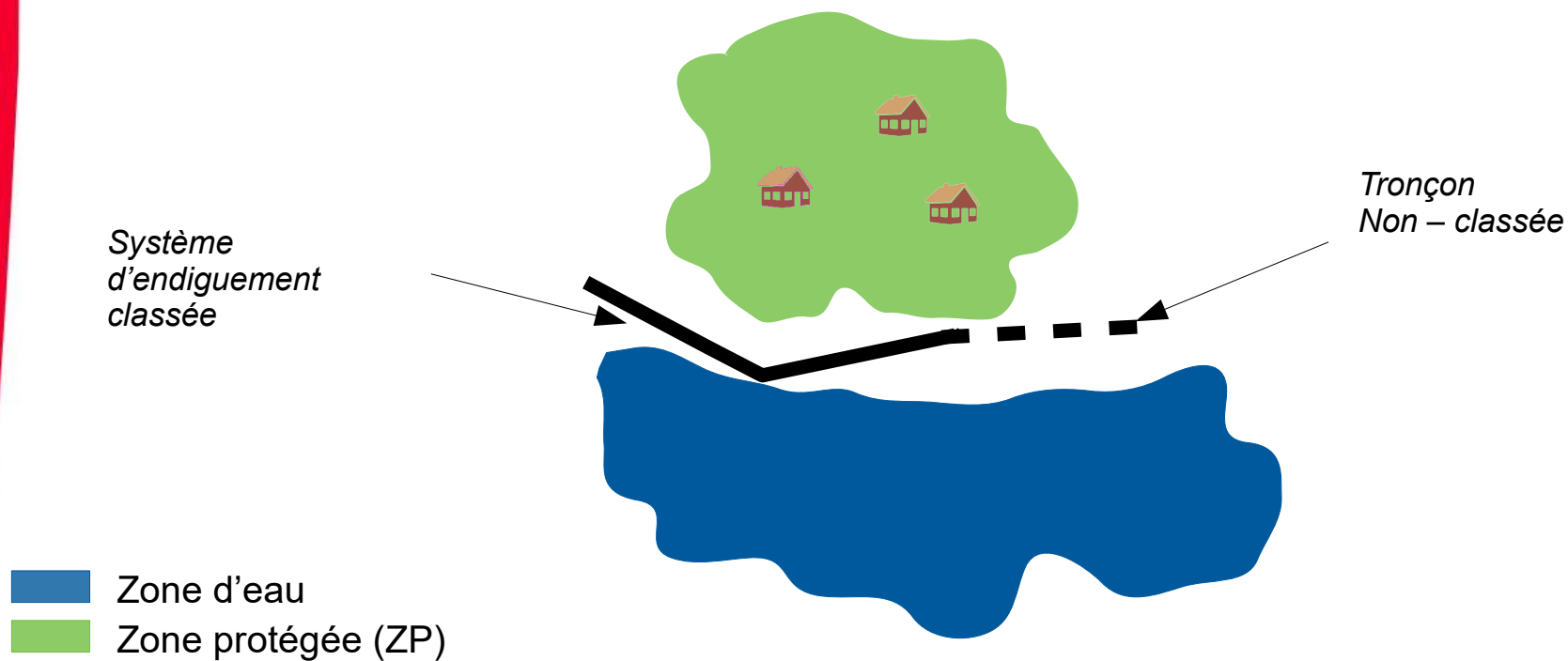
## ▪ **4/ Engagement** - du gestionnaire à appliquer les consignes

### **GESTIONNAIRE**

- s'informer ← Service de Prévision
- alerter les autorités → mise en sécurité
- accéder aux organes à manœuvrer
- réaliser des exercices réguliers
- maintenir les organes hydrauliques ...

## 6/ La cessation d'activité et la transparence hydraulique

# Le système d'endiguement est classé



# La cessation d'activité et la transparence hydraulique

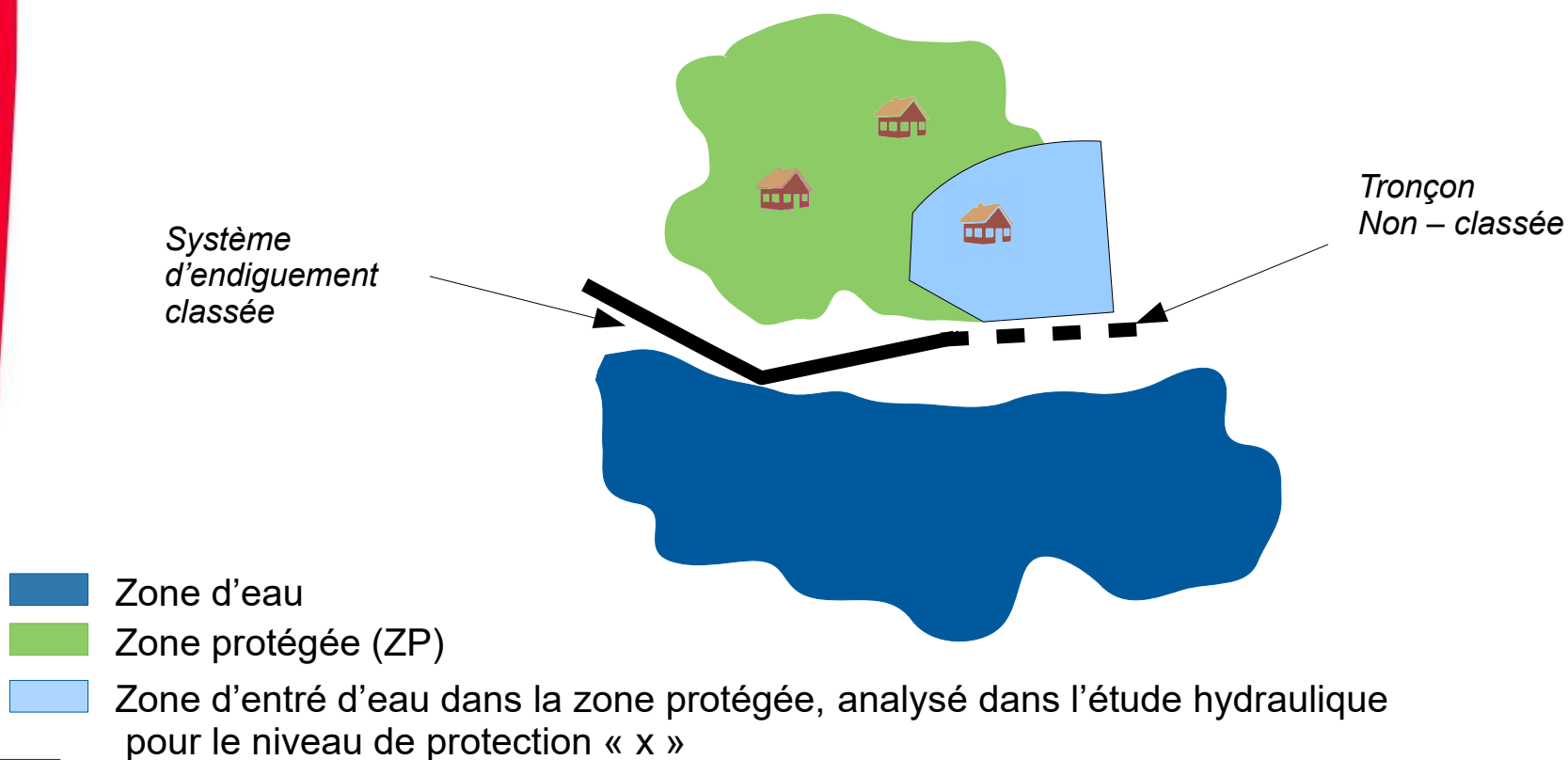
**Après la caducité de  
l'autorisation de la digue :  
Classe A et B :  
1 janvier 2021 + / - 18 mois  
Classe C :  
1 janvier 2023 + / - 18 mois**

**+ / - 18 mois possibles seulement  
suite à une demande de « rallonge » du délais  
avant le 31/12/2019 pour les classes A et B et  
31/12/2021 pour les classes C**

**Une digue non régularisée en système d'endiguement ou n'ayant  
pas fait l'objet d'un cessation d'activité est illégale  
Le gestionnaire et/ou le propriétaire du terrain sont responsables  
des dommages que causerait l'ouvrage**

**Si la digue est susceptible d'impacter des personnes par rupture ou  
remonté de la ligne d'eau (art. L181-23 CE) alors mise en  
transparence impérative : brèche, écrêtement, arasement**

# La cessation d'activité et la transparence hydraulique



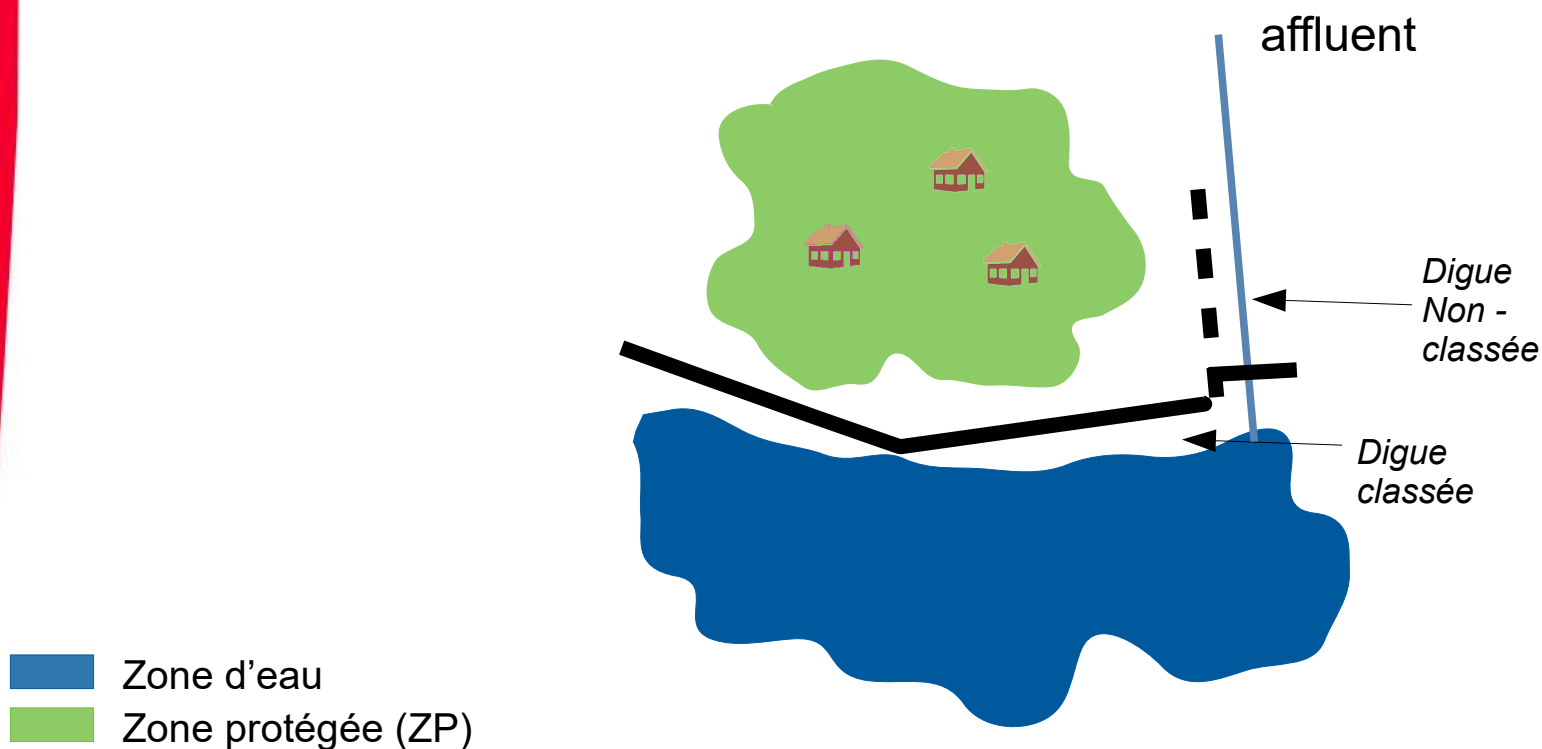
# 7/ Vos contacts DREAL

La boîte mail fonctionnelle :

- [doh.srnh.dreal-nouvelle-aquitaine@developpement-durable.gouv.fr](mailto:doh.srnh.dreal-nouvelle-aquitaine@developpement-durable.gouv.fr)

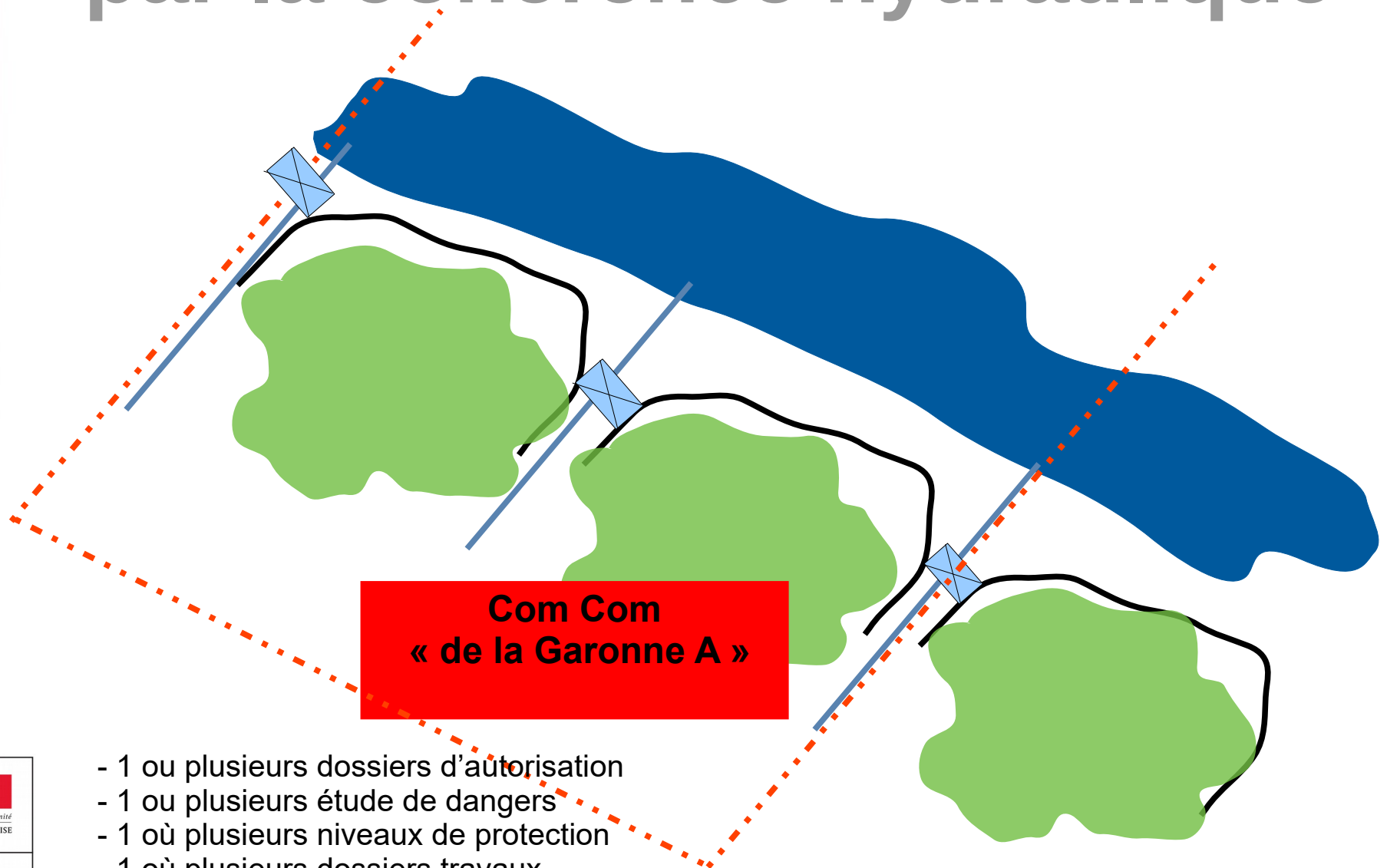
# Les cas particuliers

# Un système d'endiguement peut protéger contre un ou plusieurs cours d'eau





# Le choix du gemapien est guidé par la cohérence hydraulique

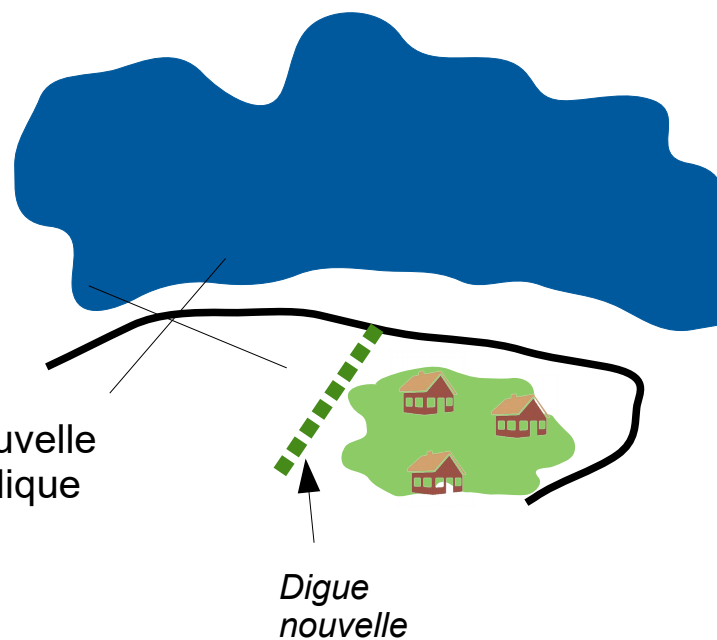


- 1 ou plusieurs dossiers d'autorisation
- 1 ou plusieurs étude de dangers
- 1 où plusieurs niveaux de protection
- 1 où plusieurs dossiers travaux
- 1 demande de transparence hydraulique

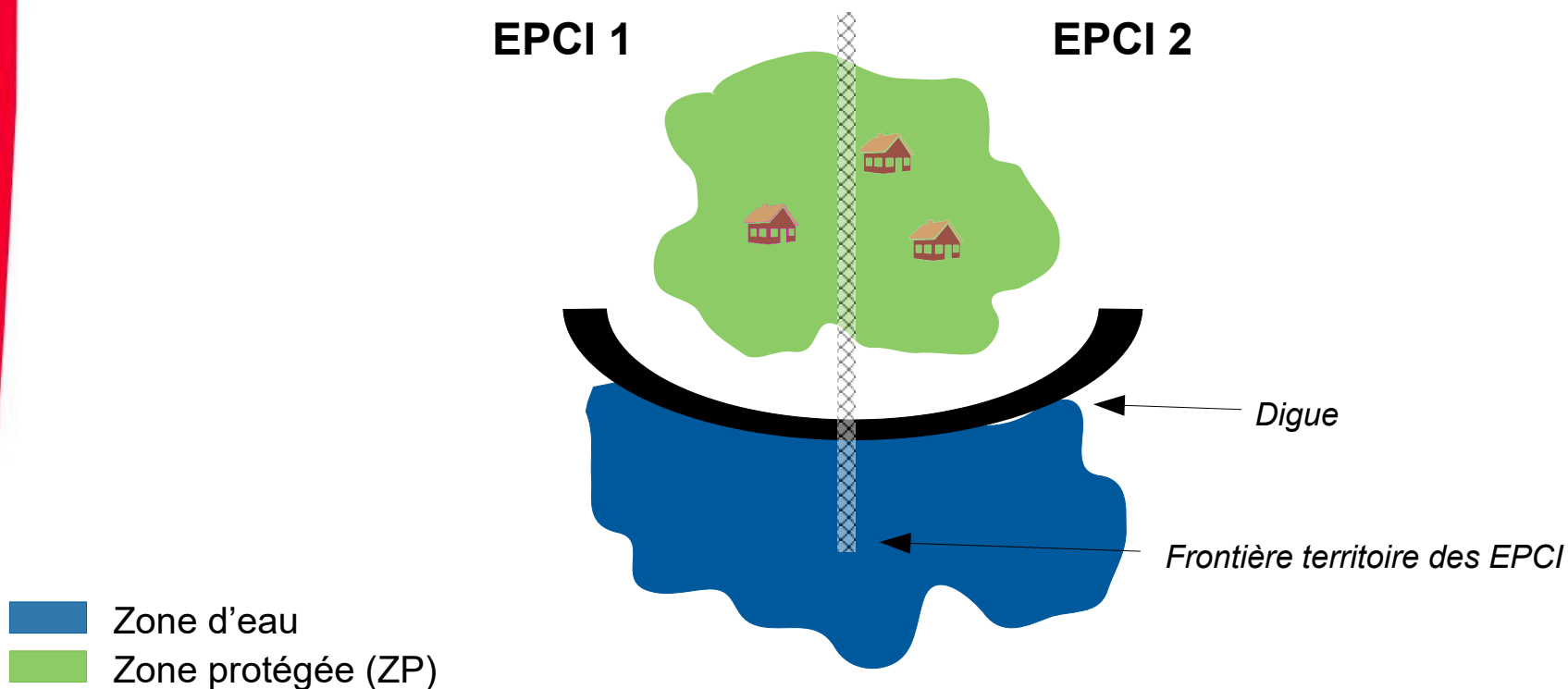
# Le gemapien peut modifier l'endiguement antérieur

**Com Com  
« de la Garonne B »**

- 1 demande de création de digue nouvelle
- 1 demande de transparence hydraulique



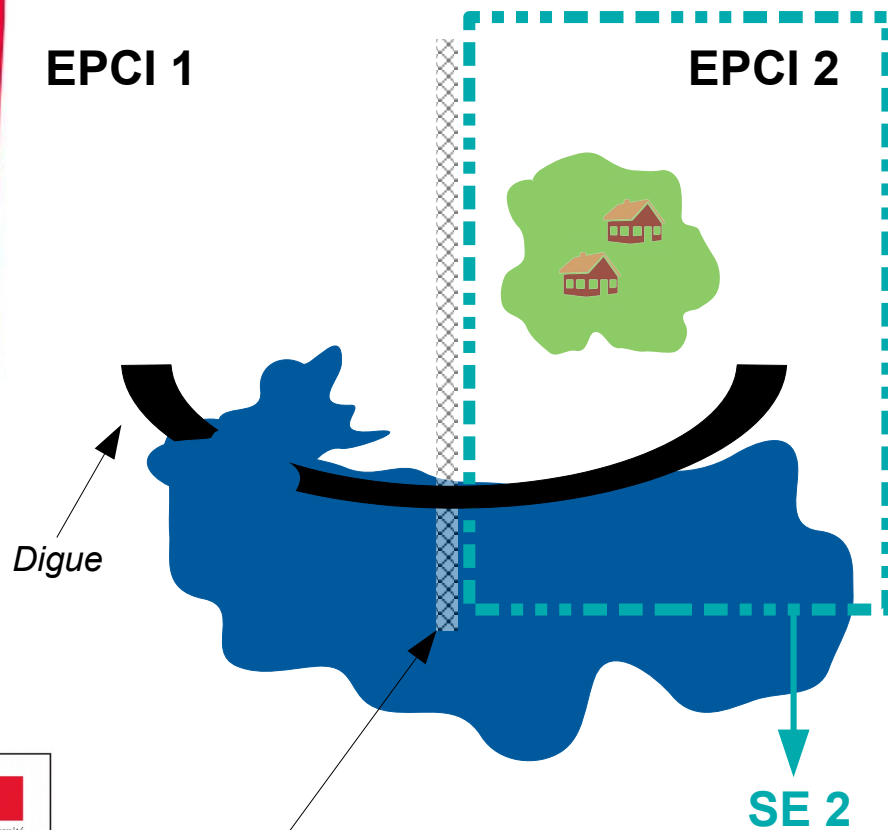
# Cas d'une digue sur le territoire de 2 EPCI différents



**Solution** ⇒ **syndicat mixte, EPAGE ou EPTB**

# Cas d'une ZP sur le territoire d'un EPCI dont la digue est à cheval sur 2 EPCI différents

## Solutions

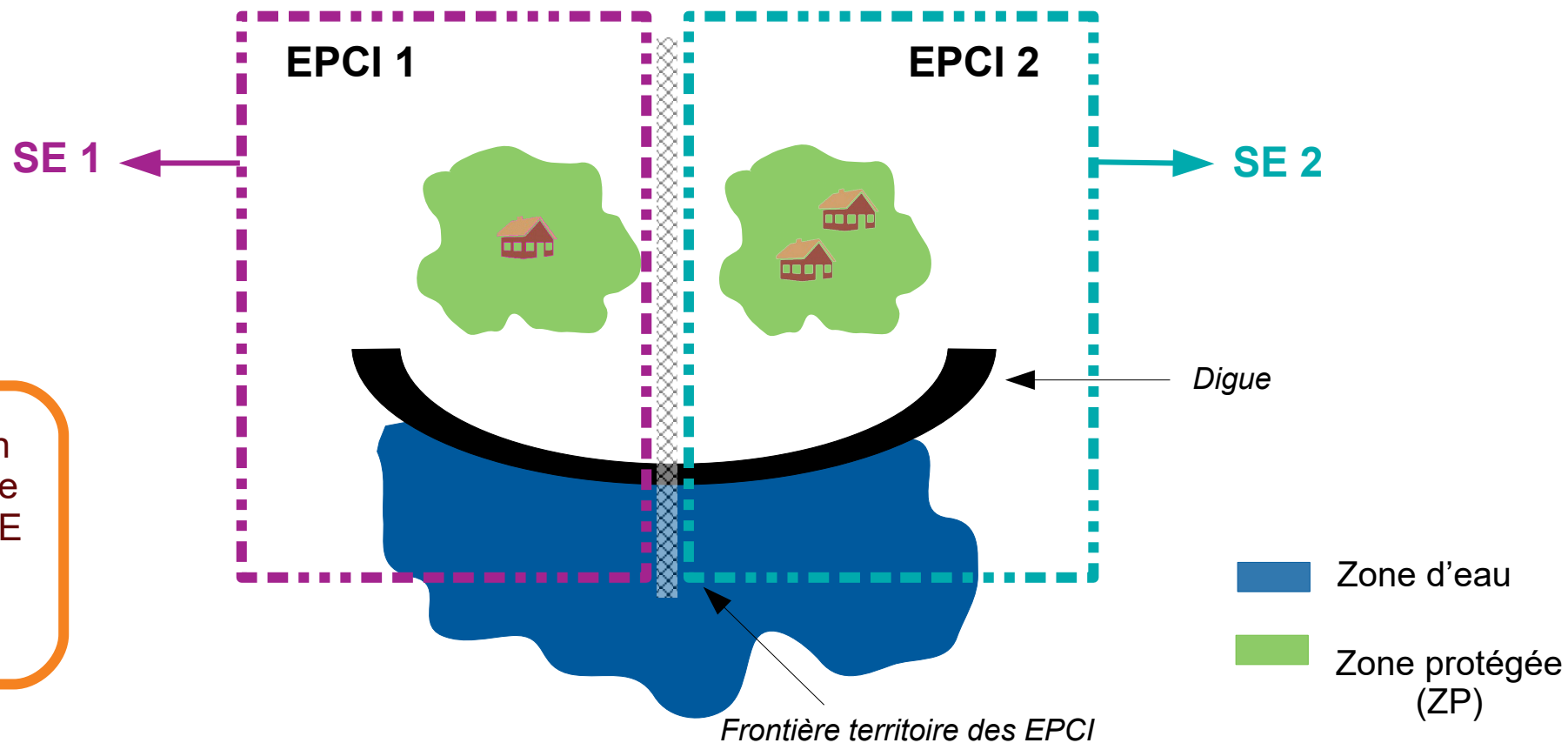


- 1 Syndicat mixte, **EPAGE** ou **EPTB**
- 2 **Convention de gestion** entre les 2 EPCI

Frontière territoire des EPCI

■ Zone d'eau  
■ Zone protégée (ZP)

# Si refus de création d'un syndicat mixte



Modélisation indépendante de chaque SE  
⇒ risque de **Sur-aléas**

**Contraintes fortes : Création de 2 SE indépendants** ⇒ risque de ZP réduites, multiplication des dossiers / modélisations, redondance des ouvrages...

# Cas d'une digue du littoral ou estuarienne

